

Evaluation des risques professionnels

CTE COM. PAYS DU SEL ET DU VERMOIS

Pôle Administratif et financier

Date dernière modification du lieu : 18/06/2025 11:00:48

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Direction	Installations électriques	Risques liés à l'électricité	La collectivité dispose d'installations électriques.	11	1	vérification des installations électriques annuellement.	1	Veiller à consigner les contrôles périodiques sur les registres de sécurité des bâtiments. Mettre en place un suivi informatique pour le suivi du contrôle annuel des installations électriques. S'assurer de la levée des observations relevées lors des vérifications périodiques (apposer la date et la signature à côté de l'observation soldée afin d'avoir une traçabilité). Privilégier l'usage de canalisations électriques fixes par rapport aux rallonges et multiprises. Mettre en place des passe-câbles ou des serre-fils afin de désencombrer les sols des bureaux du siège de l'EPCI.	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Direction	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur	1	Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-94-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			<p>dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général.</p> <p>L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.</p>			<p>au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3.</p> <p>Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p>		<p>supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités.</p> <p>Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une</p>	PIERRAT J

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.</p>	
Administratif	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe,	1	<p>Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités.</p> <p>Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p>	BEAUGRAND J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.		<p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est</p>	

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.	
Administratif	Installations électriques	Risques liés à l'électricité	La collectivité dispose d'installations électriques	11	1	Vérification annuelle des installations électriques	1	Veiller à consigner les contrôles périodiques sur les registres de sécurité des bâtiments. Mettre en place un suivi informatique pour le suivi du contrôle annuel des installations électriques. S'assurer de la levée des observations relevées lors des vérifications périodiques (apposer la date et la signature à côté de l'observation soldée afin d'avoir une traçabilité). Privilégier l'usage de canalisations électriques fixes par rapport aux rallonges et multiprises. Mettre en place des passe-câbles ou des serre-fils afin de désencombrer les sols des bureaux du siège de l'EPCI.	BEAUGRAND J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S
Direction	Exercices d'évacuation	Risques d'incendie, d'explosion	Les bâtiments dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes, ainsi que les bâtiments où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables, sont concernés par la	4 et 7	2	Réalisation des exercices d'évacuation dans les bâtiments où cela est obligatoire. Connaissance des locaux et des consignes de sécurité incendie.	2	Réaliser les exercices d'évacuation dans les bâtiments où cela est obligatoire et l'envisager pour les autres bâtiments. Utiliser les issues de secours. Consigner les exercices réalisés	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			réalisation d'exercices d'évacuation, au moins tous les six mois. Les exercices d'évacuation ne sont pas réalisés.			Faible surface des locaux. La formation est reportée au second semestre 2025		dans le registre de sécurité.	PIERRAT J
Direction	Visite sur site	Tous les risques	L'agent se rend sur les chantiers. Ceux-ci peuvent être situés en abord de voirie.		2	Mise à disposition d'un casque de sécurité et de chaussures de sécurité.	2	Fournir à l'agent un gilet haute visibilité et veiller au port effectif des équipements de protection individuelle fournis.	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Administratif	Exercices d'évacuation	Risques d'incendie, d'explosion	Les bâtiments dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes, ainsi que les bâtiments où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables, sont concernés par la réalisation d'exercices d'évacuation, au moins tous les six mois. Les exercices d'évacuation ne sont pas réalisés.	4 et 7	2	Réalisation des exercices d'évacuation dans les bâtiments où cela est obligatoire. Connaissance des locaux et des consignes de sécurité incendie. Faible surface des locaux. La formation est reportée au second semestre 2025	2	Réaliser les exercices d'évacuation dans les bâtiments où cela est obligatoire, et l'envisager pour les autres bâtiments. Utiliser les issues de secours. Consigner les exercices réalisés dans le registre de sécurité. Mettre en place des plans d'évacuation.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S
Administratif	Accueil et relations avec le public	Risques liés aux agents biologiques	L'accueil du public peut engendrer la propagation de bactéries et virus du type COVID-19, gripes etc...	31 et 32	1	Des Plexi glaces ont été installés sur le bureau de l'accueil afin de faire effet "barrière", des affiches rappelant les gestes barrières et la manière dont les frictions, avec le gel hydroalcoolique, doivent être effectuées, ont été accrochées. Mise à disposition de gel hydroalcoolique	3	Les éléments mis en place sont suffisants néanmoins, la propagation dans les aires ne peut être totalement maîtrisée.	BEAUGRAN D J LEMIUS A VIGLIAROLO M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Direction	Travaux de bureau	Risques liés aux équipements de travail	L'agent déclare passer 90% de son temps à travailler sur écran.	8; 9 et 10	2	Aménagement correct du poste de travail (haut de l'écran situé au niveau des yeux, écran face à l'agent et perpendiculaire aux fenêtres, ...). Mise à disposition d'un repose-pied.	3		ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Administratif	Travaux de bureau	Risques liés aux équipements de travail	Les agents passent 75% à 90% de leur temps à travailler sur écran. Ils disposent d'un porte-copie, d'une chaise ergonomique, de supports écrans adaptés, de souris ergonomiques et d'un repose-pied.	8; 9 et 10	2	Aménagement correct du poste de travail (haut de l'écran situé au niveau des yeux, écran face à l'agent et perpendiculaire aux fenêtres, stores aux fenêtres, siège avec assise et dossier réglables et avec accoudoirs, ...).	3	Renouveler le siège de l'agent tous les 10 ans. Il doit être choisi en fonction des critères suivants : - dossier, assise (et éventuellement accoudoirs) réglables - profondeur permettant à l'agent d'appuyer le bas de son dos sans que le bord de l'assise n'exerce de pression à l'intérieur de ses genoux, - rembourrage ferme offrant un bon appui, - tissu de revêtement poreux permettant une circulation de l'air.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S
Administratif	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux	Les agents ne signalent pas de difficultés particulières. Les débordements verbaux observés sont rares.		2	Nombreuses années d'expérience des agents.	3	A noter qu'il existe des formations de gestion des situations conflictuelles afin de conforter les pratiques des agents.	BEAUGRAN D J LEMIUS A VIGLIAROLO M
Administratif	Archivage	Tous les risques	Les agents archivent dans le local prévu à cet effet. Certains rayonnages sont hauts et y accéder nécessite l'utilisation d'un système d'accès en hauteur. Des cartons lourds/encombrants sont stockés en hauteur et dépassent des rayonnages.	33 et 34	3		3	Fournir aux agents un escabeau trois marches conforme et adapté à la tâche pour des travaux ponctuels, de courte durée et avec un risque faible. Vérifier régulièrement le bon état de l'escabeau (présence de patins antidérapants en bon état, barreaux non-cintrés, ...). Mettre en place des fiches de contrôle de l'escabeau.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								Eviter le stockage en hauteur d'objets lourds et/ou encombrants. Lorsque cela n'est pas possible, suivre les recommandations suivantes : - stocker les objets les plus lourds le plus bas, - veiller à ne pas faire dépasser les objets des rayonnages, - éviter l'empilement d'objet sur les rayonnages, - veiller à respecter le poids maximum de charge des rayonnages.	S
Direction	Organisation du travail	Tous les risques	L'agent travaille seul une à deux heures le soir.		1	Mise à disposition de téléphones fixes. Connaissance des numéros d'appels d'urgence. Possibilité d'utilisation du téléphone portable personnel de l'agent. Bâtiment systématiquement fermé.	4	Veiller à ce que son responsable l'appel ou le visite régulièrement.	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Administratif	Organisation du travail	Tous les risques	Les agents sont amenés à travailler seuls dans le bâtiment lorsque les nécessités de service l'imposent.		2	Mise à disposition de téléphones fixes. Connaissance des numéros d'appels d'urgence. Possibilité d'utilisation des téléphones portables personnels des agents. Bâtiment systématiquement fermé.	4	Veiller à ce que leur responsable les appelle ou les visite régulièrement.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S
Direction	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux	L'agent ne signale pas de difficultés particulières.		3	Présence d'un bureau d'accueil au sein de la collectivité qui filtre.	4		ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									MISCHLER L PIERRAT J
Direction	Encadrement d'une équipe	Risques psychosociaux	L'agent encadre une équipe de plus de 40 agents		3	L'agent est expérimentée dans le management d'équipe	4	RAS	COINTIN R
Direction	Ensemble de l'activité	Risques liés aux ambiances lumineuses	L'agent est satisfait de l'ambiance lumineuse.		3	Ambiances lumineuses naturelle et artificielle adaptées.	4	A poursuivre.	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Administratif	Port de charges	Risques liés à la charge physique de travail	Les agents sont confrontés au port de charges dans le cadre de leur activité (fournitures de bureau, archives, ...). Ils ont suivi une formation de sensibilisation aux gestes et postures mais ne disposent pas de matériel d'aide à la manutention.		3	Faible poids des objets transportés.	4	Mettre à disposition des agents du matériel d'aide à la manutention adapté (diablos à 6 roues, ...). Privilégier la manutention à deux. Un atelier dédié à ce risque a été réalisé lors de la journée prévention et bien-être de 2023. Il est recommandé de le renouveler tous les 3 ans. De plus, pour rappel, les charges maximales autorisées à porter d'une façon habituelle sont : - pas plus de 55 kg pour un homme, - pas plus de 25 kg pour une femme.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Direction	Port de charges	Risques liés à la charge physique de travail	L'agent est confronté au port de charges dans le cadre de son activité (fournitures de bureau, archives, ...). Il a suivi une formation de sensibilisation aux gestes et postures Il ne dispose pas de matériel d'aide à la manutention.		3	Faible poids des objets transportés.	4	Mettre à disposition de l'agent du matériel d'aide à la manutention adapté. Privilégier la manutention à deux. Envisager d'organiser la sensibilisation gestes et postures. A noter que nous vous recommandons de la renouveler tous les 3 ans. De plus, pour rappel, les charges maximales autorisées à porter d'une façon habituelle sont : - pas plus de 55 kg pour un homme, - pas plus de 25 kg pour une femme.	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Direction	Ensemble de l'activité	Risques liés aux ambiances thermiques	L'agent est satisfait de l'ambiance thermique.		3	Ambiances thermiques estivale et hivernale adaptées.	4	A noter que les recommandations en terme de températures sont les suivantes pour : -Travail mental sédentaire : 21°C -Travail manuel léger assis debout : 18°C 19°C -Travail manuel pénible debout : 17°C -Travail très pénible : 15°C 16°C	ASENSIO E BONJEAN A COINTIN R DERUY F MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L PIERRAT J
Administratif	Ensemble de l'activité	Risques liés aux ambiances lumineuses	Les agents sont satisfaits l'ambiance lumineuse.		3	Ambiances lumineuses naturelle et artificielle adaptées.	4	A poursuivre.	BEAUGRAN D J CORDIER A COUSIN M GANGLOFF A LEMAIRE B LEMIUS A MONNAIS C PARDIEU S VIGLIAROLO M WALCKER S

Evaluation des risques professionnels

CTE COM. PAYS DU SEL ET DU VERMOIS

Pôle développement, aménagement et animation du territoire

Date dernière modification du lieu : 18/06/2025 11:02:37

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Organisation générale de la collectivité	Exercices d'évacuation	Risques d'incendie, d'explosion	Des bâtiments dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes et où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables sont présents dans la collectivité et de ce fait sont concernés par la réalisation d'exercices d'évacuation, au moins tous les six mois. Ces exercices ne sont pas réalisés.		1	formation à venir en septembre 2025	1	Organiser les exercices d'évacuation et les consigner dans les registres de sécurité des bâtiments.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-94-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Prévention incendie	Risques d'incendie, d'explosion	La collectivité est soumise à l'obligation de former des agents à la manipulation des extincteurs. La plupart des agents n'ont pas suivi de formation à leur utilisation.		1	Formation des agents à l'utilisation des extincteurs en 2025	1	Organiser la formation de l'ensemble des agents à la manipulation des extincteurs afin que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3).	1	Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAND J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.			Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.		<p>Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités. Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum,</p>	BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.</p>	VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Intervention en co-activité	Autres risques	Des entreprises extérieures interviennent pour la collectivité (société d'entretien des bâtiments, ...).		1		1	<p>Élaborer un plan de prévention écrit pour toute intervention d'une entreprise extérieure dont le temps d'intervention est supérieur ou égal à 400 h sur une période inférieure ou égale à 12 mois, ou pour tous travaux inscrits sur la liste des travaux dangereux. Il est conseillé d'élaborer un plan de prévention pour toute intervention d'entreprises extérieures. Si besoin, établir le protocole de sécurité chargement déchargement. Le protocole de sécurité chargement déchargement est un plan de prévention simplifié qui permet de définir les règles de</p>	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								coordination et de prévention à mettre en place et à respecter pour toute action de chargement et de déchargement de marchandises, livrées dans une entreprise d'accueil par un véhicule de transport.	COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Installations électriques	Risques liés à l'électricité	La collectivité dispose d'installations électriques.	11 et 15	1	vérification des installations électriques annuellement.	1	Veiller à consigner les contrôles périodiques sur les registres de sécurité des bâtiments. Mettre en place un suivi informatique pour le suivi du contrôle annuel des installations électriques. S'assurer de la levée des observations relevées lors des	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>vérifications périodiques (apposer la date et la signature à côté de l'observation soldée afin d'avoir une traçabilité).</p> <p>Privilégier l'usage de canalisations électriques fixes par rapport aux rallonges et multiprises.</p> <p>Mettre en place des passe-câbles ou des serre-fils afin de désencombrer les sols des bureaux du siège de l'EPCI.</p>	BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									M WALCKER S
Bâtiment	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.	1	<p>Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités.</p> <p>Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p>	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.</p>	<p>MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S</p>
Bâtiment	Consignes incendie	Risques d'incendie, d'explosion	Des bâtiments dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes et où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables sont présents	4; 7 et 13	1	Affichage de consignes incendie et de plans d'évacuation au centre technique.	2	Afficher les consignes de sécurité incendie au siège de l'EPCI et envisager la mise en place de plans d'évacuation en matière permanente, apparente et inaltérable dans ce bâtiment.	<p>ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L</p>

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			dans la collectivité et de ce fait sont concernés par l'affichage des consignes de sécurité incendie.					S'assurer que les consignes de sécurité sont communiquées aux nouveaux agents lors de l'accueil.	BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Extincteurs	Risques d'incendie, d'explosion	Les bâtiments sont équipés d'extincteurs.	3; 14 et 24	1	Vérification annuelle des extincteurs réalisée. Extincteurs accrochés, accessibles et signalés. Poignées des extincteurs à une hauteur maximale de 1m20 du sol.	2	Veiller à consigner les contrôles périodiques des extincteurs sur les registres de sécurité des bâtiments.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Installations de chauffage au gaz ou fioul	Risques d'incendie, d'explosion	La collectivité dispose d'installations de chauffage au gaz dans certains bâtiments. L'installation de chauffage au gaz du siège de l'EPCI est contrôlée annuellement. Les contrôles périodiques de l'installation de chauffage au gaz du centre technique sont consignés sur le registre de sécurité du bâtiment.		1	Vérification annuelle de l'installation de chauffage au gaz du centre technique .	2	Organiser le contrôle annuel de l'installation de chauffage au gaz du centre technique. Veiller à consigner les contrôles périodiques sur les registres de sécurité des bâtiments. Mettre en place un suivi informatique pour le suivi du contrôle annuel des installations de chauffage. S'assurer de la levée des observations relevées lors des vérifications périodiques (apposer la date et la signature à côté de l'observation soldée afin d'avoir une traçabilité).	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Stockage de produits chimiques	Risques liés aux produits chimiques, aux émissions et aux déchets	Des produits chimiques et des produits chimiques d'entretien sont stockés dans tous les bâtiments, dans des placards ou des locaux prévus à cet effet. De nombreux produits chimiques et l'ensemble des produits chimiques d'entretien sont stockés sur des bacs de rétention. Les locaux ou placards de stockage ne sont pas tous fermés à clé, signalés et ventilés. Certains contenants de produits chimiques d'entretien ne sont pas étiquetés.	22 et 26	1	Des bacs de rétention ont été installés	2	Stocker les produits chimiques d'entretien et les produits chimiques dans des armoires ou des locaux fermés à clé, signalés et ventilés. Prévoir des bacs de rétention. Veiller à respecter les règles de stockage des produits (indiquées sur les FDS). Veiller au ré-étiquetage systématique des contenants de transvasement. Réaliser un inventaire des produits chimiques et des produits chimiques d'entretien	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>présents et utilisés. Envisager d'éliminer les produits chimiques et les produits chimiques d'entretien stockés et non-utilisés.</p>	D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Organisation générale de la collectivité	Conduite de véhicules	Risques routiers en mission	Des déplacements professionnels sont réalisés par la plupart des agents de la collectivité. La collectivité dispose de véhicules de service.		1	Entretien et contrôle des véhicules de service réalisés par un garage extérieur. Entretiens courants des véhicules de service réalisés par les agents des services techniques. Mise en place de pneus neige pour la période hivernale.	2	Sensibiliser les agents au risque routier et au respect des règles de circulation édictées par le code de la route. Veiller à consigner les entretiens des véhicules sur des carnets de maintenance mis en place. Privilégier l'utilisation des véhicules de services	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Document unique	Tous les risques	La collectivité est concernée par l'obligation de réaliser le document unique d'évaluation des risques professionnels (DU).		2	Première version du DU réalisée en février 2014.	2	S'approprier le DU ainsi que l'application Agirhe - document unique. Afficher à une place aisément accessible dans les lieux de travail un avis indiquant les modalités d'accès des travailleurs au DU.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Programme annuel de prévention	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de planifier la prévention. Le PAP 2023 -2024 est en cours de réalisation.		2	PAP 2014-2015 PAP 2015-2016 PAP 2016-2017 PAP 2017-2018 PAP 2018-2019 PAP-2019-2020 PAP-2020-2021 PAP- 2023-2024 PAP -2025-2026 pas encore présent sur AGIRHE	2	Etablir le programme annuel ou pluriannuel de prévention (PAP ou 3P) en utilisant l'application Agirhe - document unique. Impliquer le comité de pilotage dans cette démarche. Faire valider le PAP ou 3P par l'autorité territoriale et le transmettre pour avis au CT.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Mise à jour du document unique	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de mettre à jour, au moins annuellement, le DU.		2		2	Mettre à jour le DU en utilisant l'application Agirhe - document unique. Mettre en place une méthodologie pour le suivi et la mise à jour du DU. Impliquer le comité de pilotage dans cette démarche. Faire valider chaque mise à jour du DU par l'autorité territoriale et la transmettre pour avis au comité technique.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Bâtiment	Alarme incendie	Risques d'incendie, d'explosion	Des bâtiments dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes et où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables sont présents dans la collectivité et de ce fait sont concernés par l'obligation d'être équipés d'un système d'alarme incendie sonore.	35; 36; 37 et 38	2	Présence d'un système d'alarme anti-intrusion sonore au centre technique qui dispose de capteurs incendie	2	Mettre en place un système d'alarme incendie au siège de l'EPCI qui respecte les prescriptions du code du travail : doit être perçu dans l'ensemble de l'établissement (alarme dotée de diffuseurs sonores, sifflet ou corne de brume). Organiser le contrôle annuel ou triennal des alarmes incendie. Veiller à consigner ces contrôles sur les registres de sécurité des bâtiments.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Installations de désenfumage	Risques d'incendie, d'explosion	Le centre technique est équipé d'installations de désenfumage. Celles-ci ne sont pas contrôlées annuellement.	37	2		2	Organiser le contrôle annuel des installations de désenfumage. Veiller à consigner ces contrôles sur le registre de sécurité du bâtiment.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Installations d'eau chaude sanitaire - risque légionelles	Risques liés aux agents biologiques	Des points d'usage à risque (point d'usage pouvant produire des aérosols d'eau chaude sanitaire susceptible d'être contaminée par les légionelles : douches, douchettes, ...) sont présents dans la collectivité et de ce fait sont concernés par l'obligation de réaliser une analyse de légionelles et des mesures de la température de l'eau chaude sanitaire. Ces analyses ne sont pas réalisées.		2		2	Organiser le contrôle annuel des installations d'eau chaude sanitaire. Veiller à consigner ces contrôles sur les registres de sécurité du bâtiment. Mettre en place un suivi informatique pour le suivi du contrôle annuel des installations d'eau chaude sanitaire. S'assurer de la levée des observations relevées lors des vérifications périodiques.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Registre de santé et de sécurité au travail	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de disposer de registres de santé et de sécurité au travail. Le registre présent est à jour .Les agents connaissent l'emplacement de ce registre	44	2	Mise en place d'un registre de santé et de sécurité au travail.	3	Mettre à jour le registre de santé et de sécurité au travail présent. Informers les agents sur la mise en place, le fonctionnement et la finalité du registre de santé et de sécurité au travail. Définir les modalités de suivi du registre par l'assistant de prévention.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									BONTEMPS L BOOMKARTNER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									S
Organisation générale de la collectivité	Registre de signalement d'un danger grave et imminent	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de disposer d'un registre de signalement d'un danger grave et imminent. Les agents connaissent l'existence et et le lieu de stockage de ce registre.	41	2	Mise en place du registre de signalement d'un danger grave et imminent.	3	Mettre à jour le registre de signalement d'un danger grave et imminent présent. Informers les agents sur la mise en place, le fonctionnement et la finalité du registre de signalement d'un danger grave et imminent. Définir les modalités de suivi du registre par l'assistant de prévention.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Registre de sécurité	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de disposer d'un registre de sécurité pour chaque bâtiment. Ceux-ci sont mis en place	39	2		3	Mettre en place des registres de sécurité (un par bâtiment). Veiller à toujours consigner, dans les registres de sécurité des bâtiments, les contrôles et vérifications périodiques réalisés. Définir les modalités de suivi des registres. Veiller à la levée des observations relevées lors des contrôles et vérifications périodiques (apposer la date et la signature à côté de l'observation soldée afin d'avoir une traçabilité).	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Accueil sécurité d'un nouvel agent	Tous les risques	La collectivité peut accueillir de nouveaux agents. L'accueil sécurité est réalisé pour les agents des services techniques, eau , assainissement et des services administratifs.		2	Mise en place d'un livret d'accueil au poste de travail pour l'accueil de nouveaux agents.	3	Compléter le livret d'accueil des services techniques afin qu'il comprenne, un accueil sécurité général (plan de circulation, présentation de l'assistant de prévention, ...) et un accueil sécurité au poste de travail. Mettre en place un livret d'accueil pour les nouveaux agents administratifs (accueil sécurité général et un accueil sécurité au poste de travail).	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Premiers secours	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de mettre à disposition des agents du matériel de premiers secours.	5 et 23	2	Mise en place d'une trousse de secours et d'un défibrillateur au centre technique et mise en place d'une trousse de secours aux services administratifs ainsi que dans tous les	3	Mettre à jour les éléments de la trousse de secours	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						véhicules..et les différents bâtiments.			BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Eclairage de sécurité	Risques d'incendie, d'explosion	Le centre technique dispose de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES). Les contrôles périodiques sont réalisés.	13	2	Les BAES sont contrôlés annuellement.	3	Organiser le contrôle mensuel et semestriel des BAES par un agent formé à cet effet ou par un organisme agréé. Organiser le contrôle annuel des BAES par un organisme agréé. Veiller à consigner les contrôles périodiques réalisés sur le registre de sécurité du bâtiment.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAND J BELLINGER L BENAD L BOCQUENET M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKARTNER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Désignation d'un CISST	Tous les risques	La collectivité est concernée par l'obligation de faire intervenir l'ACFI.		3	Signature de la convention d'adhésion prévention et santé au travail avec le CDG 54 permettant la mise à disposition d'un ACFI du CDG.	3	Faire intervenir l'ACFI.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Secouriste	Tous les risques	La collectivité dispose d'un atelier où peuvent être accomplis des travaux dangereux et de ce fait est soumise à l'obligation de former des agents en tant que sauveteur secouriste du travail.		1	Formation de la majorité des agents du service technique et de certains agents au service des eaux et assainissement et du personnel administratif.	4	Former tous les agents concernés en tant que sauveteur secouriste du travail. Mettre en place un suivi informatique des formations suivies par les agents.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Informations sur les dispositions relatives au harcèlement moral et	Risques psychosociaux	La collectivité est soumise à l'obligation d'afficher sur les lieux de travail le texte de l'article 222-33-2 du code pénal sur le harcèlement moral ; et d'afficher sur les lieux de travail mais aussi dans les locaux ou	43	2	Affichage effectué	4	Mise en place l'affichage sur les lieux de travail des dispositions du code du travail et du code pénal relatives au harcèlement sexuel et moral.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
	sexuel		à la porte des locaux où se fait l'embauche le texte de l'article 222-33 du code pénal sur le harcèlement sexuel.						T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Suivi médical des agents	Tous les risques	La collectivité est soumise à l'obligation de veiller au suivi médical des agents.		2	Signature de la convention prévention et santé au travail avec le CDG54 afin de mettre en place des visites médicales pour les agents. Suivi médical à jour.	4	A poursuivre.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Désignation de l'assistant et/ou conseiller de prévention	Tous les risques	La collectivité est concernée par l'obligation de nommer un assistant de prévention (ACP).		2	Désignation d'un nouvel assistant de prévention en mai 2023 Définition des tâches et du crédit temps alloués. Suivi de la formation initiale et annuelle.	4	Veiller au suivi de la formation continue (périodicité réglementaire : annuelle). Se rapprocher du CNFPT pour toute inscription à la formation continue.	
Organisation générale de la collectivité	Prévention du tabagisme passif	Risques liés aux produits chimiques, aux émissions et aux déchets	La collectivité est soumise à l'obligation de faire respecter l'interdiction de fumer. Les signalétiques réglementaires d'interdiction de fumer mises en place dans les bâtiments sont à jour.	42	2	Respect de la réglementation.	4	A poursuivre	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Analyse des accidents du travail	Tous les risques	La collectivité peut faire face à des accidents du travail (AT).		3	Mise en place d'une procédure d'analyse de chaque AT. Utilisation de l'application Agirhe pour la déclaration d'AT.	4	A poursuivre.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									BONTEMPS L BOOMKARTNER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									S
Organisation générale de la collectivité	Règlement intérieur	Tous les risques	La collectivité a mis à jour son règlement intérieur		3	Mise en place d'un règlement intérieur.	4	A poursuivre.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Bâtiment	Entretien des locaux	Risques liés aux agents biologiques	Les locaux sont entretenus par une société extérieure.		4	Propreté des locaux.	4	A poursuivre.	ASENSIO E BAUDOIN F BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Instances paritaires	Tous les risques	La collectivité dépend du comité technique (CT) qui siège au CDG 54.		4		4	Transmettre pour avis au CT tout document relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail. Transmettre pour avis au CT, le DU et le programme annuel de prévention validés par l'autorité territoriale.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT A VIGLIAROLO M WALCKER S
Organisation générale de la collectivité	Intervention en co-activité	Risques d'incendie, d'explosion	Des travaux par points chauds peuvent être réalisés.		4		4	Mettre en place un permis de feu pour tous les travaux dits par points chauds.	ASENSIO E BEAUGRAN D J BELLINGER L BENAD L BOCQUENE

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									T M BOHEME C BONJEAN A BONTEMPS L BOOMKART NER M BOURAHLA D BROYEZ A CARDANI M CARIDADE F COINTIN R CORDIER A COSSON A COUSIN M DEBERG G DERUY F DUBOIS R GANGLOFF A GERMAIN M GIUDICI M JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K LEMAIRE B LEMIUS A MALLEGOL - FIFE S MISCHLER L MONNAIS C MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K PARDIEU S PÉCHÉ R PIERRAT J ROUY P SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B THABAULT

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									A VIGLIAROLO M WALCKER S

Evaluation des risques professionnels

CTE COM. PAYS DU SEL ET DU VERMOIS

Pôle technique

Date dernière modification du lieu : 07/07/2025 10:59:17

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Propreté et déchets	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.	1	<p>Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités.</p> <p>Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments.</p>	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée. Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération</p>	

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.	
Services techniques	Intervention sur et/ou en abord de voirie	Risques routiers en mission	Les agents interviennent en abord de voirie. Ils sont sensibiliser à la signalisation temporaire de chantier. Ils disposent des EPI adéquats.	53, 19 45 et 18	1	Mise à disposition de gilets et de vestes haute visibilité. Mise en place de pantalons réfléchissants Mise à disposition de cônes et de panneaux de signalisation.	1	Sensibiliser les agents à la signalisation de temporaire de chantier et veiller à sa mise en place systématique. Veiller au port systématique des équipements de travail à haute visibilité.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Manipulation de produits chimiques	Risques liés aux produits chimiques, aux émissions et aux déchets	Les agents manipulent des produits chimiques (solvant, peintures, essence, produits d'entretien des véhicules, graisses, lasure, ...). Ils ne disposent pas des fiches de données de sécurité des produits qu'ils manipulent et n'ont pas suivi de sensibilisation au risque chimique. Ils ne disposent pas de gants jetables.	16 et 22	1	Mise à disposition de vêtements de travail. Mise à disposition de lunettes intégrales de protection. Mise à disposition de masques de protection à cartouche	1	Réaliser un inventaire des produits chimiques présents et utilisés. Substituer, dans la mesure du possible, les produits dangereux par des produits qui ne le sont pas ou moins. Récupérer les fiches de données de sécurité (FDS) auprès du fournisseur et créer des notices au poste de travail à communiquer aux agents. Se référer aux FDS quant aux EPI nécessaires, les fournir aux agents et veiller à leur port effectif. Faire appel au fournisseur d'EPI pour vous guider dans le choix de ceux-ci. Veiller au port des lunettes de protection lors des opérations de transvasement. Sensibiliser les agents à la manipulation des produits chimiques, périodicité recommandée : aussi souvent que nécessaire.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.	1	<p>Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités.</p> <p>Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau</p>	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.</p>	
Eau et assainissement	Radon	Risques liés aux rayonnements	Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore, incolore et cancérigène. Ce gaz pénètre dans les lieux de travail au travers des sols, des passages de canalisations, des parois des constructions (fissures, joints). Il peut s'accumuler dans les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général. L'employeur doit vérifier le potentiel		1	Potentiel radon de la commune : 1 ou 2. L'employeur n'a pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3). Potentiel radon de la commune : 3. Dépistage réalisé à l'aide	1	<p>Étant donné que le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible 1 ou 2, vérifier que vous n'avez pas connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3): si c'est le cas le risque associé peut être négligé du point de vue de la</p>	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			radon de sa commune en consultant la carte interactive de l'IRSN et en fonction du potentiel radon, vérifier la concentration en radon.			de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans le bureau DST, la salle du conseil, la petite salle de réunion, le bureau responsable financier bureau chef d'équipe, bureau ambassadeur et bureau service des eaux en 2021, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.		<p>radioprotection et l'employeur peut ne pas réaliser les mesurages précités. Vérifier chaque année le potentiel radon de la commune en consultant la carte interactive de l'IRSN.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel radon faible (1 ou 2) et si vous avez connaissance d'élément laissant supposer une concentration d'activité de radon dans l'air supérieur au seuil fixé (300 Bq/m3), vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p> <p>Si le lieu de travail se situe dans une zone à potentiel significatif (3), l'employeur doit vérifier si la concentration en radon peut atteindre ou dépasser le niveau de référence fixé à 300Bq/m3 en moyenne annuelle. Vérifier la concentration en radon dans les bâtiments communaux à l'aide de détecteurs spécifiques (dosimètres radon) placés dans les lieux de travail, sur une durée de deux mois minimum, en période hivernale, par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.</p>	P OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>Si le résultat du dépistage est inférieur au niveau de référence de 300Bq/m3 : aucune mesure de prévention n'est nécessaire, l'analyse du risque est finalisée.</p> <p>Si le résultat du dépistage est au-dessus du niveau de référence de 300Bq/m3 : obligation de mener des actions visant à réduire l'exposition au radon, en améliorant le renouvellement de l'air intérieur des lieux de travail (mise en place d'une ventilation mécanique adaptée ou renforcement de l'aération naturelle) et l'étanchéité des bâtiments vis-à-vis des points d'entrée du radon.</p>	
Eau et assainissement	Intervention d'ordre électrique	Risques liés à l'électricité	Les agents réalisent des travaux électriques. Présence d'installation électrique au bord de milieu humide. Risques liés à l'électricité : risque de brûlure , d'électrification voire d'électrisation		1	une information sur les risques électriques a été dispensée par le directeur du service "eau et assainissement". Suivi médical à jour. Externalisation des gros travaux. Des EPI spécifiques au risque électrique (tapis isolant, gants, visière, combinaison) ont été fourni à l'électricien du service de l'eau et l'assainissement.	1	<p>Former les agents au risque électrique en adéquation avec leur activité, en suivant les prescriptions de la norme NF C 18-510.</p> <p>Leur délivrer un titre d'habilitation annuel et veiller à leur suivi médical.</p> <p>Mise aux normes et surveillance des systèmes électriques.</p>	CARDANI M NICOLAS K PÉCHÉ R STUTZMANN B
Services techniques	Utilisation d'une plateforme élévatrice mobile de personne	Risques routiers en mission	Les agents conduisent un camion-nacelle pour le mettre à disposition des communes. Ils installent la signalisation temporaire de chantier. Ils ont reçu l'autorisation de conduite délivrée par l'autorité territoriale.	17, 18 19 45 et 53	1	Obtention des permis B et C par les agents. Camion-nacelle équipé d'un gyrophare, d'un panneau AK5 tri-flash et de bandes de signalisation blanches et rouges.	2	<p>Délivrer aux agents des autorisations de conduite signées par l'autorité territoriale.</p> <p>Veiller au suivi de l'aptitude médicale des agents.</p> <p>Former les agents à la signalisation temporaire de</p>	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						Obtention du CACES 1B pour les agents concernés. Vérification du camion chaque matin avant l'utilisation. Suivi médical des agents à jour. Mise à disposition de cônes de signalisation.		chantier et veiller à sa mise en place systématique.	
Services techniques	Equipements de protection individuelle (EPI)	Tous les risques	L'activité des agents nécessite le port d'EPI. Ils utilisent des casques de sécurité.	50, 51 et 53	1	Mise à disposition et port d'EPI adaptés (vêtements de travail, casques de sécurité, protections auditives, chaussures de sécurité, gilets et vestes haute visibilité, visières polycarbonates à monter sur serre casque ...). Prise en charge par la collectivité de l'entretien des vêtements de travail. Achat d'un vestiaire séchant pour les EPI	2	Rappeler aux agents les règles d'utilisation des casques de sécurité soit par une réunion soit par un affichage : - il est interdit de modifier ou supprimer un des éléments d'origine du casque, -ne pas appliquer de peintures, solvants adhésifs ou étiquettes autocollantes à l'exception de ceux recommandés par les instructions du fabricant du casque, -le nettoyage, la désinfection et l'entretien doivent exclusivement être effectués avec de l'eau savonneuse, -tout casque ayant subi une détérioration quelconque, visibles ou non, doit être impérativement mis au rebut, -vérifier la date de péremption du casque, - indépendamment de la date de limite de validité, vous devez faire remplacer un casque présentant cassure, fêlure, trace évidente de choc, de brûlure, de salissure excessive.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Eau et assainissement	Dispositions concernant les ambiances de travail	Risques d'incendie, d'explosion	En règle général, ce risque résulte de la présence de méthane ou d'hydrogène sulfuré à des concentrations dangereuses dans un espace confiné. Ces gaz proviennent principalement de la fermentation des matières organiques. Le déversement accidentel ou sauvage de produits chimiques (hydrocarbures, solvants...) dans le réseau d'égouts, peut aussi entraîner un risque d'explosion, notamment dans les ouvrages en tête d'installation.	48	1	Risque de brûlures , voire de décès.	2	formation CATEC pour les agents concernés, détecteur 4 gaz	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Conduite de véhicules	Risques liés aux circulations internes de véhicules et d'engins	les agents interviennent en abord de voirie. Ils sont sensibilisés à la signalisation temporaire de chantier. Ils disposent des EPI adéquats.	17, 18 et 19	1	Mise à disposition de gilets et de vestes haute visibilité. Mise en place de pantalons réfléchissants. Mise à disposition de cônes et de panneaux de signalisation. C'est renforcé par la demande d'un arrêté permanent aux collectivité pour la mise en place de panneaux de chantier restriction de circulation etc.	2	Sensibiliser les agents à la signalisation temporaire de chantier et veiller à sa mise en place systématique. Veiller au port systématique des équipements de travail haute visibilité.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Conduite de véhicules	Risques routiers en mission	les agents utilisent un véhicule routier pour se rendre à des réunions, ou bien des rendez-vous pour le service		1	Rappeler le respect du code de la route, sensibilisation sur la consommation d'alcool et de stupéfiant au volant. Demander la photocopie des permis de conduite tous les ans pour s'assurer que chaque agent utilisant un véhicule de service soit en possession de son permis.	2		ASENSIO E CARDANI M CARIDADE F COSSON A DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M OGER K PÉCHÉ R SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Port de charges	Risques liés à la charge physique de travail	Les agents sont confrontés au port de charges dans le cadre de leur activité. Certains agents ont suivi une formation de sensibilisation aux gestes et postures.	20; 21 et 30	1	Mise à disposition de brouettes, d'un gerbeur, d'un diable et d'un transpalette. Manutention à deux privilégiée. Suivi d'une sensibilisation aux gestes et postures par deux agents en 2012.	2	Sensibiliser l'ensemble des agents aux gestes et postures. A noter que nous vous recommandons de renouveler cette sensibilisation tous les trois ans. Pour rappel, les charges maximales autorisées à porter d'une façon habituelle sont : - pas plus de 55 kg pour un homme, - pas plus de 25 kg pour une femme.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Propreté et déchets	Conduite de véhicules	Risques routiers en mission	les agents utilisent un véhicule routier pour se rendre à des réunions, ou bien des rendez-vous pour le service		1	Rappeler le respect du code de la route, sensibilisation sur la consommation d'alcool et de stupéfiant au volant. Demander la photocopie des permis de conduite tous les ans pour s'assurer que chaque agent utilisant un véhicule de service soit en possession de son permis.	2		BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Conduite de véhicules	Risques liés aux circulations internes de véhicules et d'engins	les agents utilisent un véhicule routier pour se rendre à des réunions ou bien à des rendez-vous pour le service		1	Risque d'accident routier, voire d'accident corporel ou bien décès	2	Rappeler le respect du code de la route, sensibilisation sur la consommation d'alcool et de stupéfiant au volant. de service soit en possession de son permis.Demander la photocopie des permis de conduire 1 fois par an pour s'assurer que chaque agent utilisant un véhicule	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Travaux de bureau	Risques et nuisances liés au bruit	Travail en présence de groupes de personnes, de copieurs grande capacités, des agents se plaignent de fatigue prononcée.		2		2		BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Entretien courant des machines	Risques liés aux équipements de travail	Les agents procèdent à l'entretien courant des machines (tronçonneuses, tondeuses à gazon, tracteur, débroussailleuses, ...) et des véhicules (camion-nacelle...) Les consignes de sécurité des machines-outils ne sont pas affichées à proximité de celles-ci. Les agents ne tiennent tous pas à jour des carnets d'entretien pour les équipements.	19, 28, 29, 49 et 51	2	Vérification des machines et des véhicules par un professionnel au besoin. Mise à disposition des notices d'entretien des machines et véhicules. Mise en place et suivi de carnets d'entretien pour les balayeuses et le camion-nacelle.	2	Mettre en place des carnets d'entretien pour chaque équipement. Afficher les consignes de sécurité des machines-outils à proximité de celles-ci.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Eau et assainissement	Travaux de bureau	Risques et nuisances liés au bruit	Travail en présence de groupes de personnes, de copieurs grande capacités, des agents se plaignent de fatigue prononcée.		2		2		DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P
Propreté et déchets	Travaux de bureau	Autres risques	L'agent travaille sur écran environ 6 heures par jour. Éléments d'organisation du poste observés : - pieds du clavier dépliés, - haut de l'écran au bon niveau - haut de l'écran au dessus de la hauteur conseillée pour un agent portant des verres progressifs, - assise et dossier du fauteuil réglables, - écran en biais par rapport aux fenêtres, - positionnement de l'écran sous les luminaires, - unité centrale posée sur le bureau, - l'espace pour les jambes sous le bureau, - rangements suffisants,	8; 9 et 10	1	Éléments d'organisation du poste adaptés : - distance bord de table-clavier correcte, - distance œil-écran correcte, - pieds du clavier non dépliés, - haut de l'écran au niveau des yeux, - assise et dossier du fauteuil réglables, - écran perpendiculaire aux fenêtres, - présence de stores à lamelles horizontales/verticales aux fenêtres, - disposition du poste de travail entre les luminaires, - unité centrale posée au sol, - espace suffisant pour les jambes sous le bureau, - présence de rangements	3	Réaménager le poste de travail de façon ergonomique selon les recommandations transmises le jour de l'audit : - distance bord de table-clavier comprise entre 10 et 15 cm, - distance œil-écran équivalente à la longueur d'un bras, - pieds du clavier repliés, - haut de l'écran au niveau des yeux, - écran perpendiculaire aux fenêtres, - agent aligné avec l'écran et le clavier, - unité centrale posée au sol, - espace suffisant pour les jambes sous le bureau, - présence de rangements en nombre suffisant, - écran si possible à moitié encastré dans la table ou à défaut posé sur la table quand un agent porte des verres progressifs,	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						<p>en nombre suffisant, - repose-pieds, - agent aligné avec l'écran et le clavier, - bureau avec profondeur et surface de travail suffisantes.</p> <p>Sensibilisation réalisée sur l'aménagement optimal du poste de travail.</p>		<p>- plan de travail d'une profondeur comprise entre 80 et 110 cm, - disposition du poste de travail entre les luminaires.</p> <p>Renouveler le siège des agents tous les 10 ans. Il doit être choisi en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dossier, assise (et éventuellement accoudoirs) réglables - profondeur permettant à l'agent d'appuyer le bas de son dos sans que le bord de l'assise n'exerce de pression à l'intérieur de ses genoux, - rembourrage ferme offrant un bon appui, - tissu de revêtement poreux permettant une circulation de l'air. 	
Eau et assainissement	Travail en équipes successives alternantes	Tous les risques	l'activité nécessite le port des EPI	53	1		3	<p>Mise à disposition et port obligatoire d'EPI adaptés (vêtements de travail, casques de sécurité, protections auditives, chaussures de sécurité, gilets et vestes haute visibilité, visières polycarbonates à monter sur casque ...)</p> <p>Prise en charge collective de l'entretien des vêtements de travail.</p> <p>Achat d'un vestiaire séchant pour les EPI.</p>	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Eau et assainissement	Utilisation de matériels portatifs	Risques et nuisances liés au bruit	Les agents sont exposés au bruit dans le cadre de leur activité . Les agents utilisent des machines émettant un niveau de bruit élevé. Certains agents déclarent ne pas porter systématiquement de protections auditives, notamment lorsqu'ils travaillent en bord de voirie. Certains agents déclarent ne pas porter de protections auditives, car ils n'en ressentent pas le besoin.	53	1	Mise à disposition et port des protections auditives. Audition de l'agent / des agents surveillée par le médecin du travail.	3	Veiller au port des protections auditives. Remplacer annuellement les coussinets présents sur les coquilles des casques anti-bruit. Nettoyer régulièrement les protections auditives. Envisager de mettre à disposition des protections auditives moulées pour les agents ayant besoin de garder un contact avec l'environnement extérieur, en se rapprochant d'un laboratoire spécialisé. Prendre en compte le niveau de décibels du matériel lors de son renouvellement. S'assurer que l'audition des agents est surveillée par le médecin du travail.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Travaux de bureau	Autres risques	L'agent travaille sur écran environ 6 heures par jour. Éléments d'organisation du poste observés : - pieds du clavier dépliés, - haut de l'écran au bon niveau - haut de l'écran au dessus de la hauteur conseillée pour un agent portant des verres progressifs, - assise et dossier du fauteuil réglables, - écran en biais par rapport aux fenêtres, - positionnement de l'écran sous les luminaires, - unité centrale posée sur le bureau, - l'espace pour les jambes sous le bureau, - rangements suffisants,	8; 9 et 10	1	Éléments d'organisation du poste adaptés : - distance bord de table-clavier correcte, - distance œil-écran correcte, - pieds du clavier non dépliés, - haut de l'écran au niveau des yeux, - assise et dossier du fauteuil réglables, - écran perpendiculaire aux fenêtres, - présence de stores à lamelles horizontales/verticales aux fenêtres, - disposition du poste de travail entre les luminaires, - unité centrale posée au	3	Réaménager le poste de travail de façon ergonomique selon les recommandations transmises le jour de l'audit : - distance bord de table-clavier comprise entre 10 et 15 cm, - distance œil-écran équivalente à la longueur d'un bras, - pieds du clavier repliés, - haut de l'écran au niveau des yeux, - écran perpendiculaire aux fenêtres, - agent aligné avec l'écran et le clavier, - unité centrale posée au sol, - espace suffisant pour les jambes sous le bureau, - présence de rangements en nombre suffisant, - écran si possible à moitié	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						<p>sol,</p> <ul style="list-style-type: none"> - espace suffisant pour les jambes sous le bureau, - présence de rangements en nombre suffisant, - repose-pieds, - agent aligné avec l'écran et le clavier, - bureau avec profondeur et surface de travail suffisantes. <p>Sensibilisation réalisée sur l'aménagement optimal du poste de travail.</p>		<p>encastré dans la table ou à défaut posé sur la table quand un agent porte des verres progressifs,</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de travail d'une profondeur comprise entre 80 et 110 cm, - disposition du poste de travail entre les luminaires. <p>Renouveler le siège des agents tous les 10 ans.</p> <p>Il doit être choisi en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dossier, assise (et éventuellement accoudoirs) réglables - profondeur permettant à l'agent d'appuyer le bas de son dos sans que le bord de l'assise n'exerce de pression à l'intérieur de ses genoux, - rembourrage ferme offrant un bon appui, - tissu de revêtement poreux permettant une circulation de l'air. 	
Eau et assainissement	Intervention sur poste de relevage	Risques liés aux agents biologiques	Présence de certaines bactéries et moisissures dans le réseau des égouts	12	1	Peut entraîner des manifestations respiratoires de type allergique(pneumopathie d'hypersensibilité)	3	<p>Port des EPI adapté, masque, gants, prévention et apprentissage des gestes systématiques: lavage des mains, gestion des vêtements de travail. Suivi médical des agents.</p> <p>Utilisation des détecteurs 4 gaz</p>	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Eau et assainissement	Intervention sur poste de relevage	Risques liés aux agents biologiques	Les endotoxines (composants de la paroi de certains agents biologiques) en concentration élevée	48	1	A l'origine d'un ensemble de signes constituant ce qu'on appelle le "syndrome des égoutiers" avec malaise général accompagné de frissons, fièvre, et troubles digestifs à type de diarrhées. Ce syndrome est d'apparition brutale et disparaît en 24 heures environs. Les endotoxines seraient également responsables d'un état inflammatoire des voies respiratoires entraînant toux sèches et irritation du nez et de la gorge.	3	Port des EPI adapté, masques, gants, prévention et apprentissages des gestes systématiques : lavage des mains, gestion des vêtements de travail. Suivi médical des agents. Utilisation des détecteurs 4 gaz	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Dispositions concernant les ambiances de travail	Risques liés aux agents biologiques	Du fait de leur origines très diversifiées, certains agents biologiques présents dans les eaux usées (bactéries, virus...). La liste des agents biologiques pathogènes (bactéries, virus, champignons microscopiques ou moisissures, parasites) qui peuvent être retrouvés dans les eaux usées est importante. Elle varie selon le lieu géographique, la saison, l'état de santé des populations locales et les épidémies en cours (gastro-antérites virales...) Elle va varier en fonction du raccordement de réseaux hospitaliers industriels ou agricoles. Les agents biologiques pathogènes les plus fréquemment cités comme présents dans les eaux usées sont des bactéries (salmonelles, streptocoques...), des parasites (amibes, giardias, ascaris...) et des		1	Troubles gastro-intestinaux d'origine virale ou bactérienne, hépatite A...	3	Port des EPI adapté masque, gants, prévention et apprentissage des gestes systématiques : lavage des mains, gestion des vêtements de travail. Suivi médical des agents. Vaccination des agents, notamment contre la leptospirose suivi régulièrement par le CDG utilisation des détecteurs 4 gaz	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			virus (entérovirus, coronavirus, rotavirus, virus de l'hépatite A...).Il faut y ajouter les leptospiroses éliminés dans les urines de rat présents dans le réseau de collecte.						
Eau et assainissement	Dispositions concernant les ambiances de travail	Risques liés aux agents biologiques	Les endotoxines (composants de la paroi de certains agents biologiques) en concentration élevée.	12	1	A l'origine d'un ensemble de signes constituant ce qu'on appelle le "syndrome des égoutiers" avec malaise général accompagné de frissons, fièvre, et troubles digestifs à type de diarrhées. Ce syndrome est d'apparition brutale et disparaît en 24 heures environ. Les endotoxines seraient également responsables d'un état inflammatoire des voies respiratoires entraînant toux sèche et irritation du nez et de la gorge.	3	Port des EPI adapté, masque, gants, prévention et apprentissage des gestes systématiques : lavage des mains , gestion des vêtements de travail. Suivi médical des agents.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Port de charges	Risques liés à la charge physique de travail	les agents sont confrontés au port de charges dans le cadre de leur activité. Certains agents ont suivi une formation de sensibilisation aux gestes et postures		1	mise à disposition d' un gerbeur , d'un diable et d'un transpalette. Manutention à 2 privilégiée.	3	Sensibiliser l'ensemble des agents aux gestes et postures. A noter que nous vous recommandons de renouveler cette sensibilisation tous les 3 ans. Pour rappel, les charges maximales autorisées à porter d'une façon habituelle sont: -pas plus de 55 Kg pour un homme - pas plus de 25kg pour une femme	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Accueil et relations avec le public	Risques liés aux agents biologiques	L'accueil du public peut engendrer la propagation de bactéries et virus du type COVID-19, gripes etc...	31 et 32	1	Des Plexi glaces ont été installés sur le bureau de l'accueil afin de faire effet "barrière", des affiches rappelant les gestes	3	Les éléments mis en place sont suffisants néanmoins, la propagation dans les aires ne peut être totalement maîtrisée.	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
						barrières et la manière dont les frictions, avec le gel hydroalcoolique, doivent être effectuées, ont été accrochées. Mise à disposition de gel hydroalcoolique			
Propreté et déchets	Circulation des agents à pied	Risques de chute de plain-pied	Déplacement dans la collectivité, parking, couloirs, bureau, salle de réunion.		1	Chute , perte d'équilibre torsion d'un membre, fracture	3	il faut s'assurer que les zones de déplacement piétons soient propres et non encombrées.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Dispositions concernant les ambiances de travail	Risques liés aux ambiances lumineuses	Les agents sont satisfaits de l'ambiance lumineuse.		2	Ambiances lumineuses naturelle et artificielle adaptées. les bureaux des agents sont exposés à l'ensoleillement partiel ou total. Les agents peuvent se retrouver dans une situation de gênes visuelles: ensoleillement mais aussi dans une situation d'inconfort thermique dû à l'excès de température. Trouble visuel , éblouissement et inconfort	3	Envisager de mettre en place des néons à spectre large qui imitent la lumière du jour ou des dalles lumineuses à LED. Mettre en place des lampes d'appoint. Elaboration d'un poste de travail climatique. Voir cet été le bon fonctionnement des climats réversibles.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux : Insécurité de la situation de travail	Risques psychosociaux		2	L'agent intervient chez les particuliers et dans les écoles pour donner des consignes de tri des déchets et faire des animations.	3	Suivi d'une formation de gestion des situations conflictuelles.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Propreté et déchets	Port de charges	Risques liés à la manutention mécanique	troubles musculosquelettiques		2	L'agent est confronté au port de charges dans le cadre de son activité (sacs poubelles, jeux gonflables...)	3	Mise à disposition de brouettes électriques, d'un gerbeur, d'un diable et d'un transpalette. Manutention à deux privilégiée.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Port de charges	Risques liés aux produits chimiques, aux émissions et aux déchets	les agents manipulent des sacs poubelles		2	Contusions, chutes, coupures, contamination par blessures cutanées et piqûres due à l'exposition aux micro-organismes. Inhalation des poussières et d'agents infectieux ou allergisants.	3	Mise à disposition et port systématiques de gants de protection.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Propreté et déchets	Accueil et relations avec le public	Risques liés aux agents biologiques	accueil et relations avec le public, avec les autres agents.	46	2	Les agents peuvent être en contact avec le public dans le cadre de leur activité. Lors d'un virus, les risques de contagion sur le lieu de travail sont importants	3	s'adapter en fonction de moment.	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D
Services techniques	Utilisation d'une mini-pelle	Risques liés aux équipements de travail		49 et 53	2	Suivi médical à jour. Contrôle régulier du matériel par un professionnel. vérification visuelle après chaque utilisation. Dispositifs de sécurité en place. Formation des agents à l'utilisation des équipements. Mise à disposition des agents les EPI adaptés (gants de protection, casques auditifs, chaussures de sécurité, vêtements de travail, gilets et vestes de haute visibilité...)	3	Délivrer aux agents des autorisations de conduite annuelles pour la mini-pelle	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Utilisation d'une tronçonneuse	Risques liés aux équipements de travail	L'agent utilise des tronçonneuses.	50 et 51	2	Suivi médical à jour. Contrôle régulier du matériel par un professionnel. vérification visuelle après chaque utilisation. Dispositifs de sécurité en place. Formation des agents à l'utilisation des équipements. Mise à disposition des agents les EPI adaptés (gants de protection, casques auditifs, chaussures de sécurité, vêtements de travail, gilets et vestes de haute visibilité...)	3	a poursuivre.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Utilisation d'une tondeuse à gazon autoportée	Risques liés aux équipements de travail	Les agents utilisent des tondeuses à gazon autoportées. Celles-ci sont transportées sur une remorque pour être mises à disposition dans les communes. Les agents ne disposent pas d'autorisation de conduite pour ces équipements.	28 et 29	2	Suivi médical à jour. Contrôle régulier du matériel par un professionnel. vérification visuelle après chaque utilisation. Dispositifs de sécurité en place. Formation des agents à l'utilisation des équipements. Mise à disposition des agents les EPI adaptés (gants de protection, casques auditifs, chaussures de sécurité, vêtements de travail, gilets et vestes de haute visibilité...)	3	Délivrer aux agents des autorisations de conduite annuelles pour les tondeuses à gazon autoportées.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Utilisation d'une débroussaill euse	Risques liés aux équipements de travail	Les agents réalisent des travaux de débroussaillage.	50 et 51	2	Suivi médical à jour. Contrôle régulier du matériel par un professionnel. vérification visuelle après chaque utilisation. Dispositifs de sécurité en place. Formation des agents à l'utilisation des équipements. Mise à disposition des agents les EPI adaptés (gants de protection, casques auditifs, chaussures de sécurité, vêtements de travail, gilets et vestes de haute visibilité...) Mise à disposition des notices d'utilisation et d'entretien des équipements.	3	a poursuivre	
Services techniques	Utilisation d'une tondeuse à gazon	Risques liés aux équipements de travail	Les agents utilisent des tondeuses à gazon.	28 et 29	2	Suivi médical à jour. Contrôle régulier du matériel par un professionnel. vérification visuelle après chaque utilisation. Dispositifs de sécurité en place. Formation des agents à l'utilisation des équipements. Mise à disposition des agents les EPI adaptés (gants de protection, casques auditifs, chaussures de sécurité, vêtements de travail, gilets et vestes de haute visibilité...)	3	A poursuivre.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Utilisation de systèmes d'accès en hauteur	Risques de chute de hauteur	Les agents utilisent des échelles et des escabeaux.	25 et 47	2	Achat d'une plateforme mobile 3-5 marches	3	Remplacer les escabeaux et les échelles vétustes et préférer la mise à disposition de plateformes individuelles roulantes ou d'échelles sécurisées. Vérifier régulièrement au bon état des matériels (présence de patins antidérapants, barreaux non cintrés, articulation en bon état, ...). Mettre en place des fiches de contrôle du matériel d'accès en hauteur. Pour rappel, les échelles et escabeaux ne doivent pas être utilisés comme station de travail.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Intervention d'ordre électrique	Risques liés à l'électricité	Les agents réalisent des travaux électriques. Ils ont reçu un titre d'habilitation par l'autorité territoriale pour l'année en cours. Un agent intervient sur les éclairages publics et dispose de la formation à l'habilitation nécessaire.		2	Suivi des formations d'habilitation. Externalisation des gros travaux. Mise à disposition et port des EPI adéquats et nécessaires.	3	Compléter les formations au risque électrique en adéquation avec l'activité des agents, en suivant les prescriptions de la norme NF C 18-510. Leur délivrer annuellement des titres d'habilitation électrique et poursuivre le suivi médical régulier.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Eau et assainissement	Stockage de produits chimiques	Risques liés aux produits chimiques, aux émissions et aux déchets	Il existe un local / une armoire pour le stockage des produits chimiques.	22	2	Fermeture à clé du lieu / des lieux de stockage. Lieu / lieux de stockage signalé(s), ventilé(s), éclairé(s), au sec. Existence de bacs de rétention. Respect des règles de stockage.	3	Stocker les produits chimiques dans une armoire ou un local fermé à clé, signalé et ventilé. Mettre en place des bacs de rétention sous les produits. Veiller à respecter les règles de stockage des produits (indiquées sur les FDS). Proscrire l'utilisation de contenants alimentaires. Fournir des contenants adaptés et les identifier. Proscrire le stockage de produits chimiques à proximité de denrées alimentaires / de points chauds /...	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								Réaliser un inventaire des produits chimiques présents et utilisés. Éliminer en déchetterie les produits périmés, inutilisés, et les contenants vides.	
Eau et assainissement	Travaux en hauteur	Risques de chute de hauteur	Les agents utilisent des échelles et des escabeaux.	25 et 47	2	les échelles et escabeaux sont vérifiés annuellement.	3	Remplacer les escabeaux et les échelles vétustes et préférer la mise à disposition de plateformes individuelles roulantes ou d'échelles sécurisées. Vérifier régulièrement au bon état de matériel (présence de patins antidérapants, barreaux non cintrés, articulation en bon état...) Mettre en place des fiches de contrôle de matériel d'accès en hauteur. Pour rappel , les échelles et escabeaux ne doivent pas être utilisés comme station de travail.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Situation de pandémie	Risques liés aux agents biologiques	Les agents peuvent être confrontés / L'agent peut être confronté à des agents biologiques pathogènes. Accueil et relations avec le public , avec les autres agents.	31; 32 et 46	2	Mise à disposition et port d'EPI adapté (gants, masques, blouses jetables...). Suivi médical à jour. Vaccinations à jour. Les agents peuvent être en contact avec le public dans le cadre de leur activité. lors d'une épidémie liée à un virus, les risques de contagion sur le lieu de travail sont importants.	3	Mettre à disposition des agents des EPI adaptés (gants, masques, blouses jetables...) et veiller à leur port effectif. Veiller au suivi médical des agents. Adaptation constante des actions de prévention en tenant compte des changements des circonstances.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Eau et assainissement	Dispositions concernant les ambiances de travail	Risques liés aux ambiances lumineuses	Les agents sont satisfaits de l'ambiance lumineuse.		2	Ambiances lumineuses naturelle et artificielle adaptées. les bureaux des agents sont exposés à l'ensoleillement partiel ou total. Les agents peuvent se retrouver dans une situation de gênes visuelles: ensoleillement mais aussi dans une situation d'inconfort thermique dû à l'excès de température. Trouble visuel, éblouissement et inconfort	3	Envisager de mettre en place des néons à spectre large qui imitent la lumière du jour ou des dalles lumineuses à LED. Mettre en place des lampes d'appoint. Elaboration d'un poste de travail climatique. Voir cet été le bon fonctionnement des climats réversibles.	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P
Eau et assainissement	Travaux en extérieur	Risques psychosociaux : Insécurité de la situation de travail	les agents travaillent seuls.		2	difficulté à prévenir les secours en cas de situation dangereuses. Connaissance des numéros d'urgence. Connaissance par le responsable d'équipe des lieux d'intervention seuls.	3	Pour rappel, proscrire l'isolement lors de la réalisation de travaux dangereux. Si cela n'est pas possible envisager soit : - une modification de l'organisation de travail afin que l'agent soit visité régulièrement. Le préciser dans le cadre d'une procédure. - La mise en place d'un dispositif d'alarme pour travailleur isolé (DATI° permettant en cas d'immobilité prolongée de donner l'alarme.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux	Les agents ne signalent pas de difficultés particulières. Les débordements verbaux observés sont rares. Les agents peuvent être en contact avec le public au sein de l'établissement et lors des déplacements en collectivité. Lors		2	Mise en place d'une veille sur l'actualité du Covid-19 (suivi de l'évolution de la situation et des messages des autorités). Information des agents, conformément aux	3	A noter qu'il existe des formations de gestion des situations conflictuelles afin de conforter les pratiques des agents. Déclarer toute agression verbale et/ou physique sur l'application Agirhe (onglet « prévention », puis « déclaration de violence	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
			d'une épidémie liée à un virus, les risques de contagion sur le lieu de travail sont importants. Les agents recevant du public dans leur bureau peuvent se retrouver confrontés à des personnes mécontentes qui les agressent verbalement voire physiquement.			instructions des pouvoirs publics. Application des « gestes barrières » pour limiter la propagation du virus (distance, lavage des mains, ...). La majorité des agents est en télétravail. Risque pour la santé physique cardio-vasculaire, troubles musculosquelettique, maladies infectieuses ou bien à un risque mental. (troubles anxieux, dépression, tentatives de suicide, suicides.		»). Adaptation constante des actions de prévention, en tenant compte du changement des circonstances. Management par bienveillance et empathie.	
Eau et assainissement	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux	Les agents ne signalent pas de difficultés particulières. Les débordements verbaux observés sont rares.		2	Nombreuses années d'expérience des agents.	3	A noter qu'il existe des formations de gestion des situations conflictuelles afin de conforter les pratiques des agents.	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P
Services techniques	Salage et déneigement	Tous les risques	Les agents réalisent le salage et le déneigement des parkings de l'atrium, du siège de la communauté de communes et du centre technique. Le déneigement est réalisé à l'aide de pelles à neige. Le salage est parfois réalisé à la main.	30	2	Mise à disposition et port de vestes chaudes et protégeant des intempéries, et de chaussures de sécurité à semelles antidérapantes. Salage majoritairement réalisé à l'aide d'une saleuse. Mise à disposition et port de gants lors du salage à la main.	3	Envisager la mise à disposition des agents d'une fraise à neige pour le déneigement des parkings.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Arrosage	Tous les risques	Les agents réalisent l'arrosage des espaces verts situés aux abords du centre technique à l'aide d'une citerne et d'une pompe.	26	2	Mise à disposition d'une remorque. Arrosage non réalisé en abord de voirie.	3	A poursuivre	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
									LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Travaux en extérieur	Tous les risques	Les agents interviennent en extérieur.		2	Mise à disposition de vestes chaudes et protégeant des intempéries. Mise à disposition de sources d'eau potable. Adaptation du travail en fonction des conditions climatiques.	3	Envisager de fournir aux agents des outils adaptés aux conditions climatiques (poignées en matériaux conducteur de chaleur, ...). Conseiller aux agents de prévoir des boissons chaudes lors des périodes de grand froid.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Travaux de soudage	Autres risques	Les agents réalisent des travaux de soudage. Ils ne disposent pas de gants de soudeurs. Certains agents déclarent ne pas porter le tablier de soudeur mis à leur disposition.	52	3	Mise à disposition et port de masques de soudeur. Mise à disposition d'un tablier de soudeur.	3	Mettre à disposition des agents les EPC adaptés (rideaux de protection, ...). Mettre à disposition des agents des gants de soudeur. Veiller au port effectif des EPI. Sensibiliser les agents à l'utilisation des EPC.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Elagage	Risques de chute de hauteur	Les agents élaguent les arbres. Ils utilisent le camion nacelle pour accéder en hauteur.		3	Obtention d'un CACES de catégorie 1B en 2024 et un à refaire en 2025 Intervention à 2 Suivi médical à jour.	3	A poursuivre	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Services techniques	Organisation du travail	Autres risques	Les agents travaillent seuls.		1	Mise à disposition de téléphones portables professionnels dans chaque véhicule. Connaissance des numéros d'urgences. Connaissance par le responsable d'équipe des lieux d'intervention seuls.	4	Pour rappel, proscrire l'isolement lors de la réalisation de travaux dangereux. Si cela n'est pas possible envisager soit : - une modification de l'organisation du travail afin que l'agent soit visité régulièrement. Le préciser dans le cadre d'une procédure.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								- la mise en place d'un dispositif d'alarme pour travailleur isolé (DATI) permettant en cas d'immobilité prolongée de donner l'alarme.	
Eau et assainissement	Déplacement des agents	Risques de chute de plain-pied	Déplacement dans la collectivité, parking, couloirs, bureau, salle de réunion.		1	Chutes , pertes d'équilibre, torsion d'un membre, fracture.	4		BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M MONTFORT G NICOLAS K NICOLAS P OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Intervention d'ordre électrique	Risques liés à l'électricité	Les agents réalisent des travaux électriques. Présence d'installation électrique au bord de milieu humide. Aucun agent n'est habilité. Risques liés à l'électricité: risque de brûlure, d'électrification voire d'électrisation.		1	Une formation sur les risques électriques a été dispensée par le directeur du service "eau et assainissement". Suivi médical à jour. Externalisation des gros travaux. Des EPI spécifiques au risque électrique (tapis, isolant, gants, visière, combinaison) ont été fourni à l'électricien du service de l'eau et l'assainissement.	4	Former les agents au risque électrique en adéquation avec leur activité, en suivant les prescriptions de la norme NF C 18-510. Leur délivrer un titre d'habilitation annuel et veiller à leur suivi médical. Mise aux normes et surveillance des systèmes électriques.	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Eau et assainissement	Travaux en extérieur	Risques liés aux ambiances thermiques	Les agents interviennent / L'agent intervient en extérieur.		2	Mise à disposition de gants isolants, de chaussures de sécurité fourrées, antidérapantes, de vêtements chauds et protégeant des intempéries. Mise à disposition d'une source d'eau potable. Adaptation du travail en fonction des conditions climatiques.	4	Mettre à disposition des vêtements de travail chauds / un vêtement de travail chaud et protégeant des intempéries. Des vêtements léger et absorbant en cas de forte chaleur. Mettre à disposition une source d'eau potable. Limiter les travaux extérieurs en cas d'intempéries. Envisager de fournir des outils adaptés aux conditions climatiques (poignées en matériaux conducteur de chaleur, ...) en se rapprochant du fournisseur. Conseiller aux agents de prévoir des boissons chaudes en période hivernale; froide en période estivale	BOOMKART NER M CARDANI M CARIDADE F COSSON A MONTFORT G NICOLAS K OGER K SOUSA DO SOUTO C STUTZMANN B
Eau et assainissement	Tri, classement, archivage de documents	Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets	Les agents archivent en hauteur. Manipulation et stockage de dossiers dans les bureaux mais également dans les archives	33 et 34	2	Utilisation d'un escabeau répondant à la norme EN 131 ou EN 14183 pour des travaux ponctuels, de courte durée et avec un risque faible. Risque de chute d'un dossier sur un agent occasionnant un choc aux membres supérieurs ou crâniens.	4	Envisager d'organiser une journée archivage dans toute la collectivité. A noter que le CDG54 propose les services d'un archiviste pour aider les collectivités à faire le tri et à optimiser l'utilisation et le rangement de leurs archives. Fournir à l'agent un escabeau trois marches conforme et adapté à la tâche pour des travaux ponctuels, de courte durée et avec un risque faible. Vérifier régulièrement le bon état du matériel (présence de patins antidérapants, barreaux non cintrés, articulation en bon état, ...). Envisager la mise en place d'une fiche de contrôle de	DEBERG G GERMAIN M GIUDICI M NICOLAS P

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
								<p>l'escabeau.</p> <p>Pour rappel, l'escabeau ne doit pas être utilisé comme station de travail.</p> <p>S'assurer que les dossiers sont rangés dans les étagères adaptés en taille et en capacité de poids.</p>	
Propreté et déchets	Tri, classement, archivage de documents	Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets	Les agents archivent en hauteur. Manipulation et stockage de dossiers dans les bureaux mais également dans les archives	33 et 34	2	<p>Utilisation d'un escabeau répondant à la norme EN 131 ou EN 14183 pour des travaux ponctuels, de courte durée et avec un risque faible.</p> <p>Risque de chute d'un dossier sur un agent occasionnant un choc aux membres supérieurs ou crâniens.</p>	4	<p>Envisager d'organiser une journée archivage dans toute la collectivité.</p> <p>A noter que le CDG54 propose les services d'un archiviste pour aider les collectivités à faire le tri et à optimiser l'utilisation et le rangement de leurs archives.</p> <p>Fournir à l'agent un escabeau trois marches conforme et adapté à la tâche pour des travaux ponctuels, de courte durée et avec un risque faible.</p> <p>Vérifier régulièrement le bon état du matériel (présence de patins antidérapants, barreaux non cintrés, articulation en bon état, ...).</p> <p>Envisager la mise en place d'une fiche de contrôle de l'escabeau.</p> <p>Pour rappel, l'escabeau ne doit pas être utilisé comme station de travail.</p> <p>S'assurer que les dossiers sont rangés dans les étagères adaptés en taille et en capacité de poids.</p>	BELLINGER L BOCQUENE T M BOHEME C BOURAHLA D

Unité de travail	Tâche	Risque	Observations	N° des photos	Criticité brute	Commentaires maîtrise	Criticité résiduelle	Propositions de mesures correctives	Nom des agents
Services techniques	Accueil et relations avec le public	Risques psychosociaux	Les agents ne signalent pas de difficultés particulières. Les débordements verbaux observés sont très rares.		3	Renvoi systématique vers la hiérarchie en cas de litige.	4	A poursuivre.	BAUDOIN F BENAD L BROYEZ A JAEGLER D LAPLACE M LECLERCQ K ROUY P
Eau et assainissement	Ensemble de l'activité	Risques liés aux ambiances lumineuses	Les agents sont satisfaits l'ambiance lumineuse.		3	Ambiances lumineuses naturelle et artificielle adaptées.	4	A poursuivre.	

ANNEXES : PHOTOS

1. Défibrillateur



2. Armoire de secours



3. Extincteurs côté technique



[illegible]

5. Trousse premiers secours



6. Interdiction tabac et vapotes



[illegible]

8. Chaise ergonomique



9. Souris et tapis ergonomiques



10. Repose pieds



11. Câbles et fils électriques



12. Masques filtre à air



13. Bloc lumineux de sortie de secours



14. Extincteur dans les Vestiaires



15. Compteur et disjoncteur



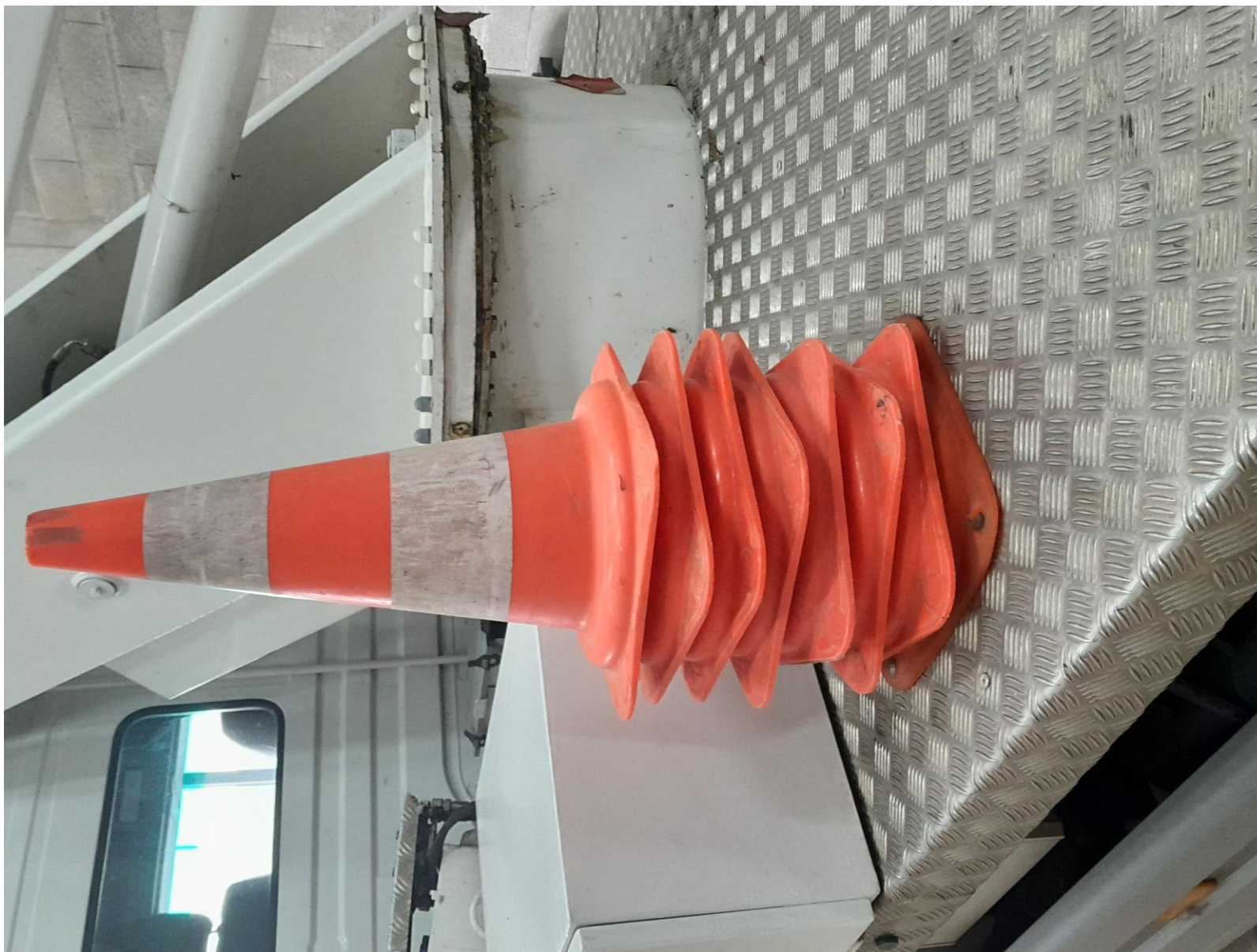
16. Installation bacs de récupération et différentes huiles



17. Balisage des véhicules



18. Cônes de travaux



19. Balisage rouge et blanc sur les véhicules



20. Transpalette



21. Diabie



22. Produits chimiques et bac de protection en cas de fuite des bidons



23. Armoire de secours - bâtiment des Agents techniques



24. Extincteur - Garage



25. Échelle roulante



26. Remorque et réservoir pour arrosage



27. Brouette motorisée Makita



28. Tondeuse



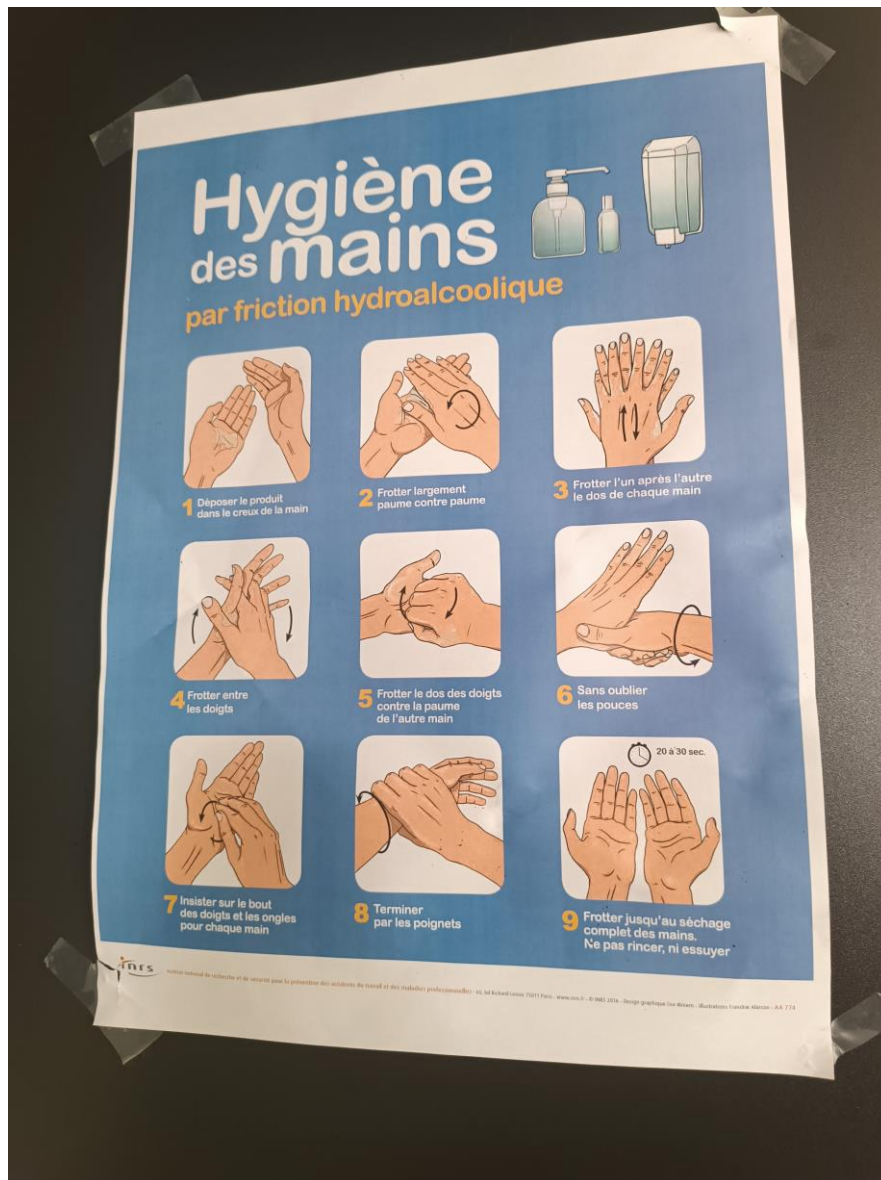
29. Tondeuse et moteur



30. Épandeur



31. Friction gel hydroalcoolique



32. Plexi glace accueil - COVID



33. Archivage 1



34. Archivage 2



35. Alarme sonore



36. Bloc à déclencher en cas d'incendie



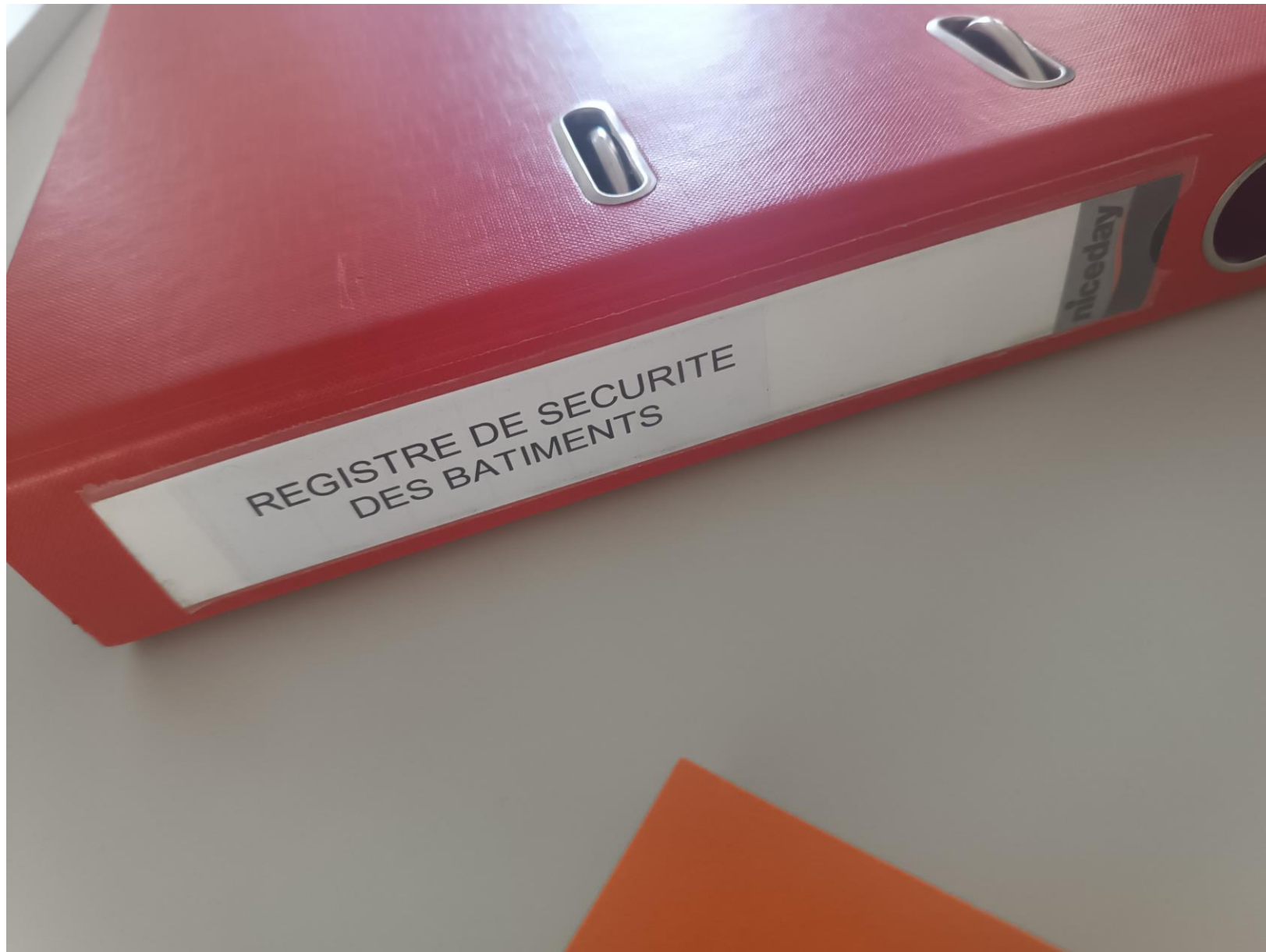
37. Bloc de désenfumage



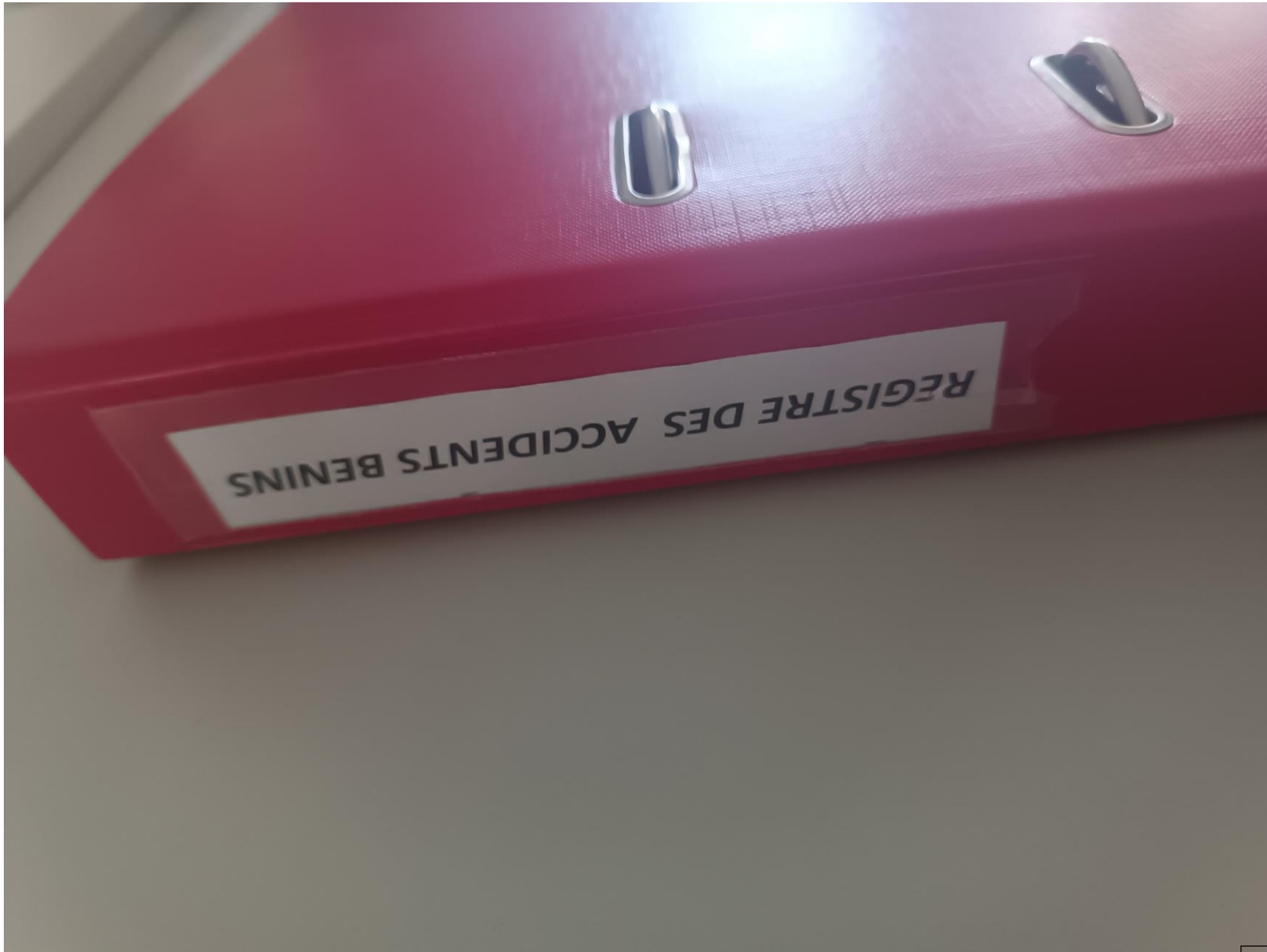
38. Détecteur



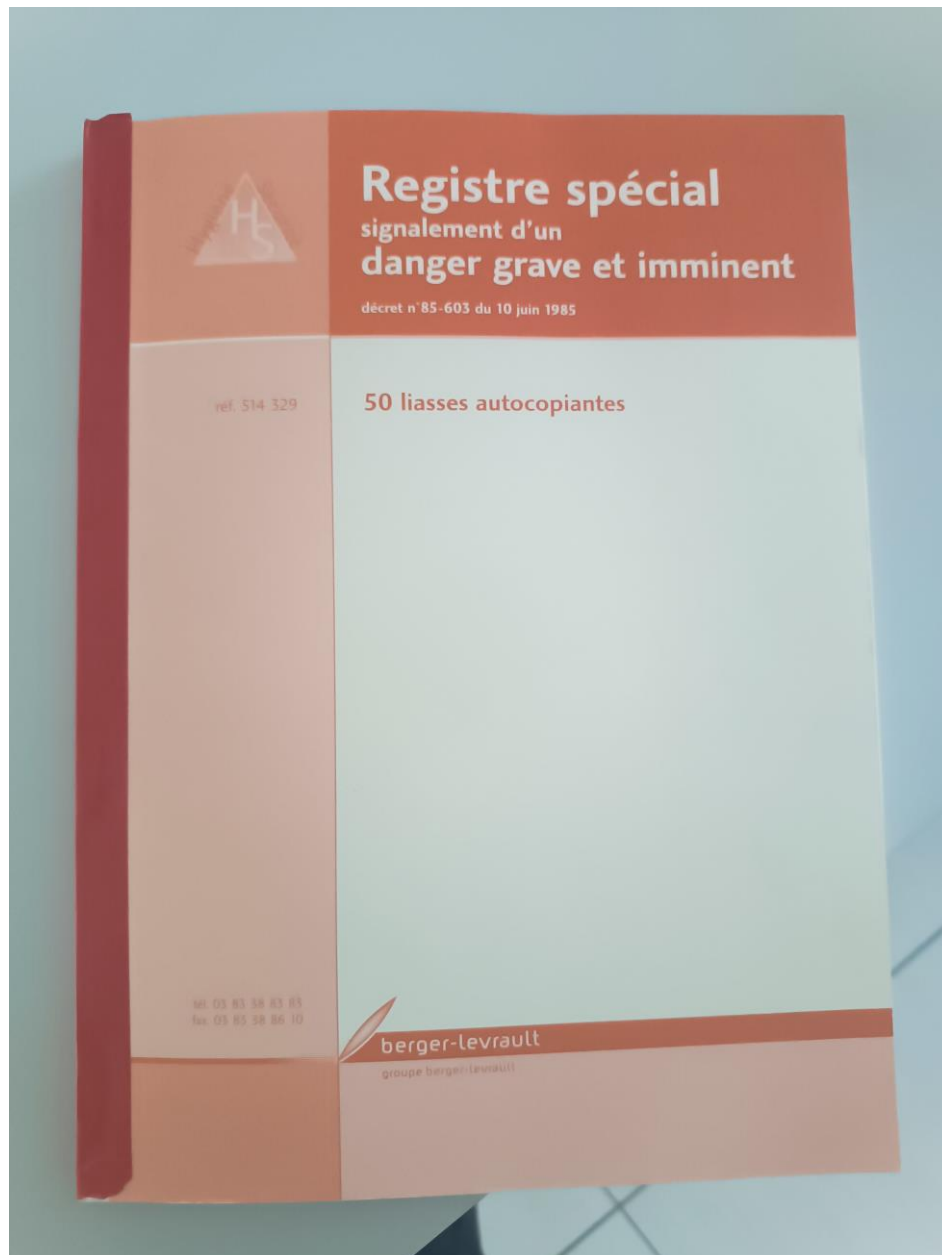
39. Registre de sécurité des bâtiments



40. Registre des accidents bénins



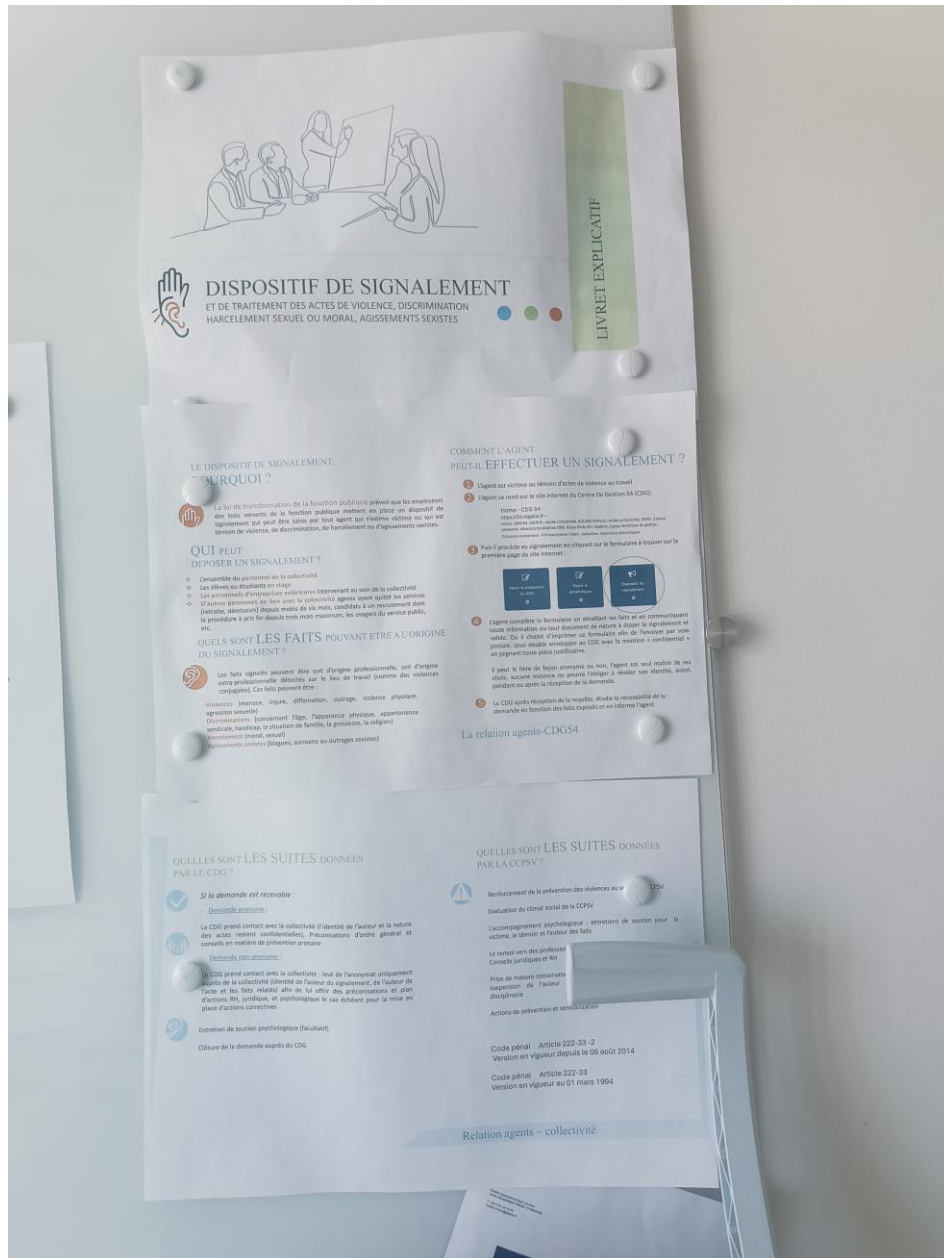
41. Registre péril grave et imminent



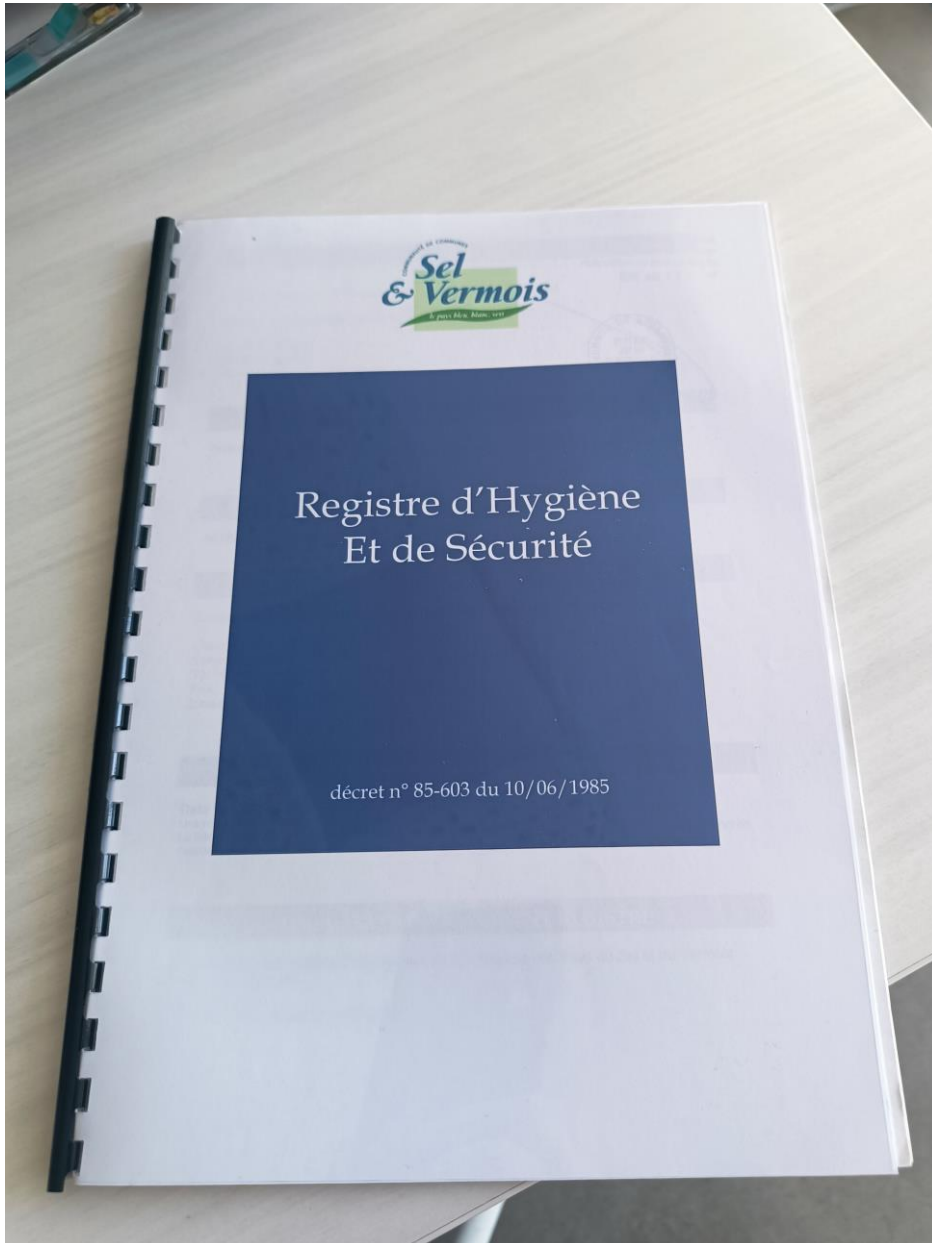
42. Vapote tabac



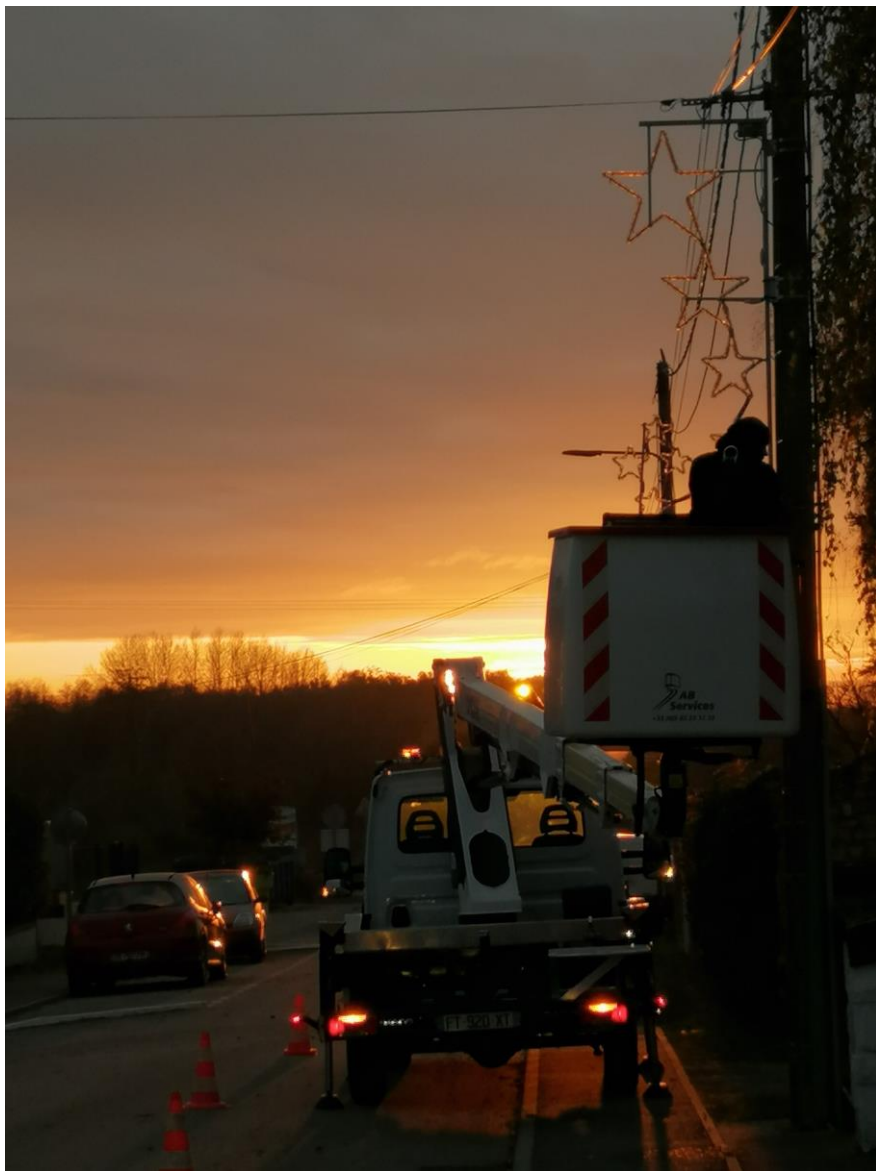
43. Affichage légal sur la sensibilisation au harcèlement



44. Registre de sécurité de d'hygiène



45. Camion nacelle



46. Gel hydroalcoolique et masques chirurgicaux



47. Grande échelle



48. Détecteur 4 gaz



49. Mini-pelle





51. Matériel



52. Poste à souder & EPI







David FISCHER
Président